



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 111 du 8 avril 2016

Pays Nordiques

Santé. Selon le dernier classement européen des consommateurs de soins et de santé (EHCI) qui classe les systèmes de soins et de santé de 35 pays européens sur la base de 48 indicateurs (résultats des traitements, délais d'attente, prévention, accès à l'information et aux produits pharmaceutiques....) les pays nordiques figurent tous dans le top 10 avec en tête pour les pays de la zone ; la Norvège (3ème du classement général) suivie par la Finlande (4ème), l'Islande (8ème), le Danemark (9ème) et la Suède (10ème). Ce sont les Pays-Bas et la Suisse qui dominent le classement.

Danemark

Conjoncture. Suite à la légère révision à la baisse de la croissance au quatrième trimestre 2015 (de +0,2% à +0,1%), la progression du PIB a finalement atteint +1,2% en 2015. Le taux de chômage poursuit sa légère décrue et atteint son niveau le plus bas depuis 7 ans avec 4,3 % en février (5,8 % au sens du BIT) selon les données danoises. Le déficit budgétaire s'élèverait, par ailleurs, à 41,1 MdsDKK en 2015, soit légèrement plus de 2 % du PIB, en ligne avec les prévisions antérieures du gouvernement.

Pétrole et gaz. Le gouvernement annonce réfléchir sur les moyens d'assurer un cadre plus favorable à l'exploitation du gaz (mais aussi du pétrole) en Mer du Nord. Cette décision fait suite à l'annonce d'A.P. Møller-Mærsk de son intention d'arrêter toute exploitation de gaz sur le gisement de Tyra (possible arrêt total des activités en 2018), le plus grand du Danemark, si les conditions d'extraction ne deviennent pas plus favorables. Le futur cadre pourrait notamment impliquer des conditions fiscales plus avantageuses.

Commission énergie. Le gouvernement a annoncé fin mars la mise en place d'une commission spécifique chargée d'émettre, d'ici début 2017, des propositions sur la politique énergétique et climatique danoise au cours de la période 2020-2030. Composée de 9 membres, cette commission est dirigée par le directeur de Danfoss, Niels B. Christiansen.

Chine. Selon l'institut danois des statistiques, les exportations danoises de marchandises vers la Chine ont augmenté de +22,6% et s'élèvent à 4,8 Mds€ en 2015, tirées par les ventes des secteurs agroalimentaire (viande porcine et fourrures de vison) et pharmaceutique. Selon un sondage réalisé par l'Ambassade du Danemark en Chine, la moitié des entreprises danoises présentes prévoient de poursuivre leurs investissements en 2015, en dépit du ralentissement de l'économie chinoise, car elles estiment qu'il y a encore des secteurs porteurs de croissance comme, par exemple, les énergies renouvelables ou l'automatisation des chaînes de production, dans le contexte plus général du passage de l'économie chinoise vers une société de consommation et l'émergence d'une classe moyenne.

Productivité. Selon l'institut danois des statistiques, la productivité du secteur privé a chuté de -0,8% en 2015 et le niveau moyen de la productivité sur les cinq dernières années est à son plus bas niveau depuis 1970. En 2014, la Commission sur la productivité danoise a présenté au gouvernement 200 recommandations pour tenter de mettre fin à ce « cercle vicieux ». Selon Dansk Industri (DI), la confédération des industries danoises, seulement la moitié de ces propositions a donné lieu à des mesures concrètes de politique publique. DI et les milieux d'affaires alertent sur la dégradation de la productivité ainsi que ses conséquences pour l'économie danoise et appellent à l'application des recommandations de la Commission productivité, notamment celles concernant la réforme du système éducatif et la promotion de la concurrence dans les services.

Finlande

Revenu de base universel. Le groupe de travail constitué pour réfléchir à la mise en place d'une expérimentation sur un revenu de base universel (cf. QN n°103) a présenté un premier rapport d'étape. Ce projet, qui peut être décrit comme un projet de recherche en innovation sociale, répond à une proposition très remarquée du programme gouvernemental publié en mai 2015. Le rapport compare trois systèmes de revenu de base universel : un « revenu universel pur » qui se substituerait à l'ensemble des prestations existantes, un revenu partiel qui remplacerait les seules prestations



La quinzaine nordique – 8 avril 2016 © DG Trésor

sociales de base et un impôt négatif. Le rapport préconise l'expérimentation d'un revenu partiel cumulable avec d'autres prestations comme l'allocation logement et qui serait compris entre 550 et 750 €. Les autres solutions sont a priori écartées : le revenu inconditionnel est jugé trop coûteux et l'impôt négatif pose des problèmes de mise en application. Le groupe de travail suggère de tester le revenu universel sur un échantillon de 10 000 individus de 25 à 63 ans et ayant de faibles revenus, dans le but d'évaluer si un revenu de base universel, versé à tous de façon inconditionnelle, permettrait d'accroître les incitations à travailler et de réaliser des économies sur les coûts de gestion du système de protection sociale. Le gouvernement devrait présenter les détails de l'expérimentation en novembre 2016 et la phase de test commencerait début 2017 pour une durée de 2 ans.

Plans sociaux. L'entreprise ferroviaire publique finlandaise (**VR**) prévoit de réduire ses effectifs de 214 personnes et de mettre au chômage partiel une partie de ses ingénieurs. Ce plan social fait suite à une première vague de licenciements de 157 personnes en novembre 2015. Au total, l'entreprise supprimera 370 postes sur les 570 annoncés initialement. L'opérateur qui a vu son bénéfice se réduire d'un tiers en 2015 a déclaré qu'il réorganisera le réseau de transport pour réaliser des économies. L'entreprise finlandaise **Fiskars**, connue pour ses outils pour le jardin et la cuisine, a annoncé son intention de licencier 107 personnes – plus d'un tiers de ses effectifs – dans son usine de Raseborg dans le sud-ouest de la Finlande. Fiskars souhaite en effet transférer la majorité de ses activités de fabrication d'outils de jardinage en Pologne. L'usine de Raseborg se spécialisera quant à elle dans la production de ciseaux, de haches et de pelles à neige. Le sidérurgiste **Outokumpu**, détenu à 26% par la société d'investissement publique Solidium, prévoit de supprimer 600 postes dont 140 en Finlande avec pour objectif de réaliser 100 M€ d'économies et de restaurer la compétitivité du groupe. **Nokia** a annoncé un plan social visant à supprimer 1 300 postes en Finlande (sur les 6 850 employés de Nokia en Finlande) d'ici 2018. L'équipementier en télécommunications espère ainsi réaliser près d'1 Md€ d'économies en 2018 suite à l'acquisition d'Alcatel-Lucent. Les licenciements devraient concerner les activités qui se recoupent entre les deux entreprises et en particulier la recherche et développement, les services commerciaux et les fonctions supports.

Programme budgétaire. Le gouvernement finlandais a dévoilé les grandes lignes du programme budgétaire pour l'ensemble des administrations publiques pour 2017-2020, qui inclut 370 M€ d'économies supplémentaires pour atteindre l'objectif de 4 Mds€ d'économies sur la période 2016-2019. Les nouvelles économies concernent en particulier l'aide au développement (25 M€), les subventions aux municipalités (130 M€), les allocations de maladie (22 M€), le gel de certaines prestations sociales (195 M€), les aides financières aux étudiants (122 M€) et l'augmentation de la taxe sur les carburants (100 M€). A l'inverse, 700 M€ vont être alloués pour le financement de projets de transport et 105 M€ seront affectés pour promouvoir l'utilisation d'outils numériques dans l'enseignement supérieur. Le gouvernement a par ailleurs annoncé qu'un nouvel accord a été trouvé sur la réforme du système de santé et des services sociaux ; celui-ci devrait être présenté dans les jours qui viennent.

Islande

Politique. Le premier ministre islandais M. Gunnlaugsson ainsi que deux ministres de son gouvernement seraient impliqués dans l'affaire des « Panama Papers ». Suite à la pression des manifestations déclenchées par cette révélation, M. Gunnlaugsson a démissionné en milieu de semaine. Il a annoncé dans la presse qu'il serait remplacé par le ministre de l'agriculture et de la pêche, Sigurdur Ingi Johannsson. Des élections anticipées sont prévues cet automne. **[Le contenu de cette brève est susceptible d'évoluer dans les jours qui viennent].**

Norvège

Stockage des EnR. Le groupe norvégien Statoil a annoncé le 21 mars le lancement d'un projet pilote devant relier un champ éolien écossais à des batteries aux capacités importantes de stockage. Le groupe pétrolier, qui cherche à diversifier ses activités, évoque de nouvelles innovations dans le domaine du stockage des énergies renouvelables, qui pourraient changer la donne dans un secteur marqué par le manque de solutions en la matière. La signature du Memorandum of Understanding entre Statoil, les autorités écossaises, le groupe Scottish Enterprise et Renewable Energy Catapult, intervenu le 18 mars à Édimbourg, ajoutera au projet Hywind plusieurs batteries reliées par 25 km de câble aux turbines offshore. Le projet de stockage est l'un des plus ambitieux dans le monde avec une capacité d'un mégawatt-heure. Le projet a été baptisé Batwind et devrait être installé en 2018, pour une production dès 2017.

Prix alimentaires. Selon le "Norwegian Institute for Bio-economy" (NIBIO), la différence de prix pour l'alimentation entre la Norvège et l'UE s'accroît depuis 1994. Cet état de fait concerne tous les produits. Pour la viande hachée par exemple, la différence a augmenté de 80%, quand elle a augmenté de 61% pour le fromage. Pour mémoire, la Norvège applique pour l'essentiel des biens et services les règles européennes dans une très large mesure, à l'exception notable des



La quinzaine nordique – 8 avril 2016 © DG Trésor

produits agricoles et de la pêche. Ainsi, la Norvège applique une politique restrictive en matière d'importations de produits agricoles, mais aussi par d'importantes subventions agricoles, vues comme instruments d'aménagement du territoire et de fixation des populations dans des secteurs reculés du pays.

Gaz de schiste. L'entreprise pétrochimique Ineos a annoncé en mars l'arrivée de la première livraison de gaz de schiste des États-Unis vers l'Europe, après avoir livré pour la première fois un pays étranger par l'envoi de plusieurs cargaisons vers le Brésil quelques mois plus tôt. C'est la ville de Rafnes, où l'entreprise a construit l'un des plus grands réservoirs de gaz d'Europe, qui a accueilli la première livraison. Les 27 500 mètres cubes de gaz de schiste ont été maintenus à -90° C pendant la dizaine de jours qu'a duré la traversée. Le PDG d'Ineos s'est félicité de l'aboutissement de 5 ans de travail ayant notamment conduit à l'équipement de huit bateaux spécialisés dans le transport de gaz et a salué l'ouverture en 2016 d'une deuxième route vers l'Angleterre.

Grands contrats. L'entreprise DNVGL a remporté un contrat d'une valeur estimée à 60 MNOK (environ 6 M€) avec l'entreprise Statoil afin de prendre en charge la surveillance du bon fonctionnement de plusieurs sites. L'entreprise devient avec ce contrat la tierce partie chargée de la vérification de la sécurité de plusieurs plateformes. Le manager régional Kjell Eriksson a estimé que l'attribution de ce contrat venait confirmer la compétitivité de l'entreprise dans le contexte actuel de coûts bas dans l'industrie. L'entreprise sera notamment chargée des vérifications sur la plateforme Johan Sverdrup, la plus importante du pays en terme de production.

Suède

Démographie. La population suédoise est passée de 9,75 M d'habitants en 2014 à 9,85 M en 2015 et selon les projections de l'Institut suédois des statistiques (SCB), la population devrait même atteindre 11,4 M d'habitants à l'horizon 2030 et 12,9 M d'ici 2060. Cette croissance démographique repose tant sur l'immigration (80 000 demandes d'asiles en 2014 et 163 000 en 2015) que sur le taux brut de natalité (11,9 naissances pour 1000 personnes) et que sur le taux de fécondité (1,88 enfant par femme) qui figurent parmi les plus élevés de l'UE, après la France et l'Irlande.

IDE. Selon le dernier rapport de Business France, les investissements suédois en France restent dynamiques avec 21 nouvelles décisions d'implantations ou d'extensions en 2015 (435 emplois). La Suède compte désormais 560 entreprises présentes en France employant au total 95 000 salariés. Parmi les premiers employeurs suédois on trouve dans l'ordre décroissant Securitas, Volvo, IKEA, H&M et Capio. Deux entreprises nordiques figurent même sur la « short-list » des principaux employeurs étrangers en France, il s'agit du danois ISS et du suédois Securitas.

Finances publiques. Selon l'Institut suédois des statistiques (SCB), les finances publiques suédoises étaient à l'équilibre en 2015 (-5 M€, soit 0,0% du PIB, contre -1,3% PIB en 2014). La dette publique Maastrichtienne est ainsi passée de 44,8% PIB en 2014 à 43,4% PIB en 2015. propagation des ondes par des trajets multiples.

Prélèvements obligatoires. Le poids des prélèvements obligatoires a légèrement augmenté entre 2014 (42,8% du PIB) et 2015 (43% du PIB) et reste toujours nettement supérieur à la moyenne OCDE (environ 34,4%). La Suède, longtemps à la tête du classement OCDE des pays avec la plus forte pression fiscale (près de 50% en 2000), est désormais devancée par une série de pays tels que le Danemark, la Belgique, la Finlande, la France et l'Italie et se trouve aujourd'hui plus ou moins en ligne avec l'Autriche. Selon l'Institut de la Conjoncture (KI), le financement de l'Etat providence suédois qui repose sur un système « beverdigien » (uniformité des prestations, universalité des droits, financement essentiellement par l'impôt) nécessiterait théoriquement un niveau de prélèvements obligatoires de l'ordre de 45% du PIB sur longue période.

Volvo. Sur les deux premiers mois de l'année 2016, Volvo est le leader européen des poids lourds avec une part de marché de 17,7%, ex-aequo avec Mercedes et devant Scania (17,2% de part de marché), bénéficiant de la forte hausse des immatriculations de camions en Europe (UE30 : Norvège, Suisse et Islande inclus) sur la période avec 44 500 véhicules nouvellement immatriculés (+20%). Dans le même temps, Renault Trucks regagne le terrain perdu en 2015 avec une part de marché de 8,3 % sur les deux premiers mois de l'année 2016.

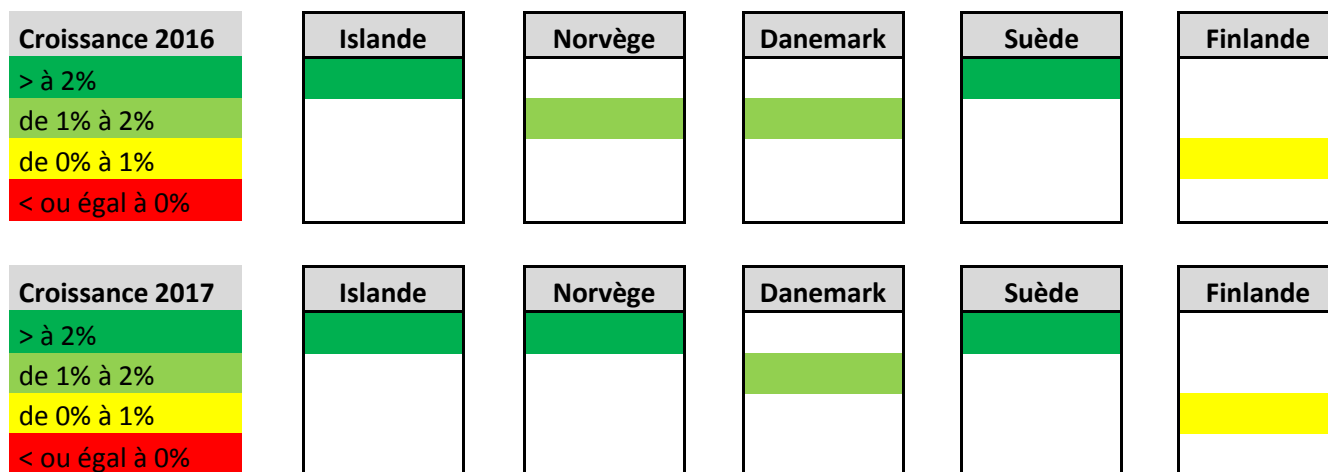
SKF. Le géant suédois des roulements à billes vend sa filiale *Fly-by-Wire Systems France*, spécialisée dans la production de commandes de poste de pilotage à l'américain Lord Corporation. Le prix de vente de cette activité, qui fait partie de la division Aerospace France de SKF et qui compte au total 150 salariés basés à Saint-Vallier (Drôme), est estimé à 39 M€ hors dettes et intérêts.

Capio. Le groupe de santé suédois, l'un des premiers prestataires de soins en Europe, poursuit son expansion en France en rachetant à la Mutualité de France, la Clinique du Grand Large à Lyon (7 000 patients/an) spécialisée dans la chirurgie. Dans le même temps, Capio vend à la Mutualité de France le Centre Bayard, clinique de réadaptation également basée à Lyon (2 100 patients/an). La France est désormais le principal marché de Capio (37% du CA du groupe et 56% des bénéfices EBITDA) après la zone nordique avec une activité qui repose sur 22 établissements



(cliniques et centres de soins), un réseau de 1 400 médecins libéraux et 5 300 salariés, soignant annuellement près de 700 000 patients, dont plus de 550 000 en ambulatoire.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (Février 2016)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Gouvernement	1,9	2,0	1,2	1,2	1,2	1,6	3,1	2,6	-	-
Banque centrale	1,8	2,0	0,7	1,0	1,0	1,7	3,5	2,8	4,2	3,4
Institut stat./conj****	1,1	2,3	0,9	1,2	1,7	2,1	3,5	2,3	4,0	3,1
Commission*	1,7	1,9	0,5	0,9	1,5	2,2	3,2	2,9	3,3	2,3
FMI**	2,0	2,1	0,9	1,2	1,3	1,6	3,0	2,7	3,7	3,0
OCDE***	1,8	1,9	1,1	1,7	1,1	2,0	3,1	3,0	3,7	2,9
SEB	1,8	2,2	0,4	1,1	1,5	1,6	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	4,0	2,0	-	-
Danske Bank	1,5	1,8	0,7	1,1	1,5	2,0	3,3	2,5	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2016)

** World Economic Outlook (octobre 2015) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (novembre 2015)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statís

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-2,8	-2,0	-2,9	-2,6	6,6	-	-0,9	-0,8	-	-
Commission*	-2,7	-1,9	-2,8	-2,5	7,2	7,0	-1,1	-1,2	-0,5	-0,5
FMI**	-2,8	-2,4	-2,8	-2,6	6,2	6,7	-0,7	-0,4	0,4	1,0
OCDE***	-2,8	-2,8	-2,7	-1,6	5,5	5,4	-0,6	-0,3	0,3	0,7

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dettes										
Gouvernement	38,4	39,1	64,9	66,6	-	-	42,8	42,1	-	-
Commission*	38,3	38,8	65,0	66,2	28,6	30,4	43,1	42,3	58,0	55,0
FMI**	48	48,4	64,0	65,4	28,1	28,1	42,6	41,3	69,5	63,5

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,9	1,7	0,1	1,5	2,6	2,2	1,1	1,4	2,5	2,7
cons. privée*	2,0	2,1	0,6	0,6	1,5	2,0	2,6	2,8	3,6	3,4
chômage (BIT)*	5,8	5,6	9,4	9,3	4,1	4,3	6,9	6,7	3,8	3,5

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2016)

** *World Economic Outlook* (octobre 2015) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (novembre 2015)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

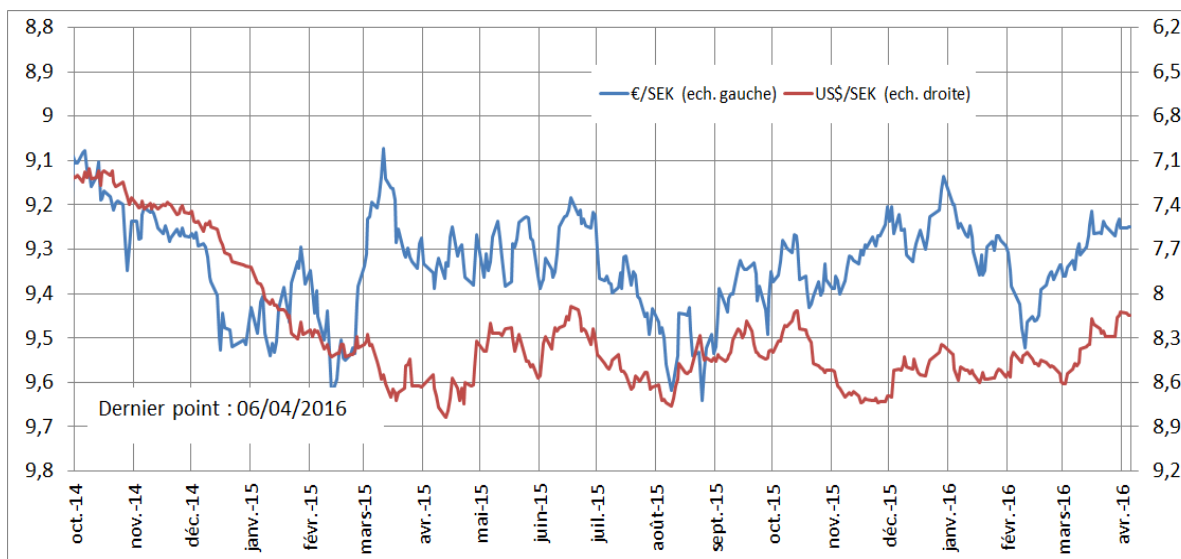
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

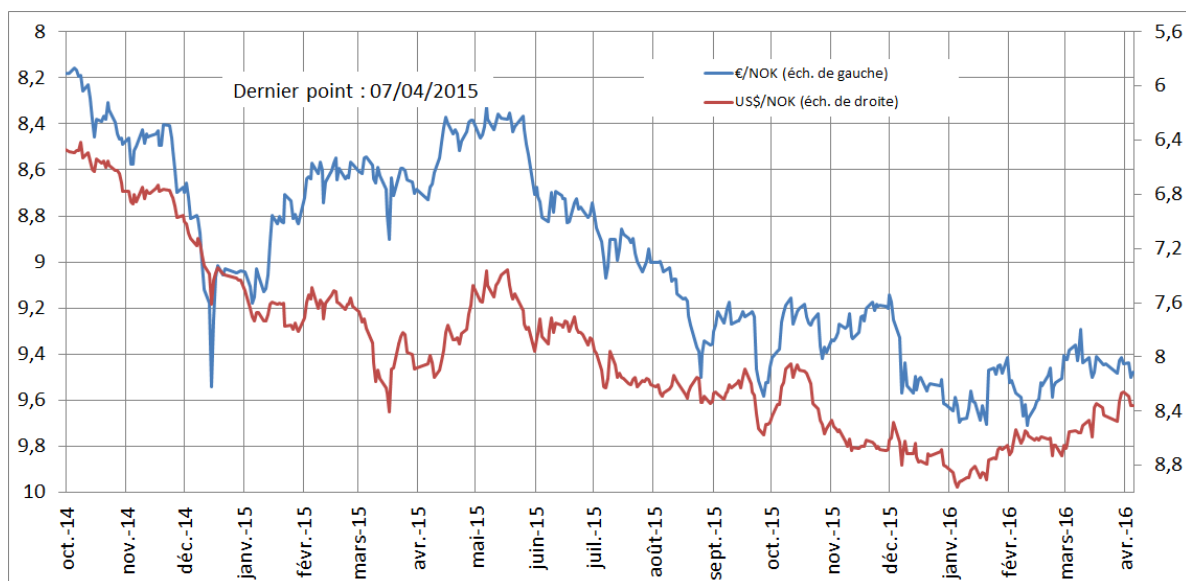


3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaitre, Thomas Charrier, Coline Serra).